



# La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 45 - DÉCEMBRE 2016

## À la Une

### Télérecours devient obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

Télérecours est une application informatique qui permet de gérer la communication dématérialisée des requêtes, des mémoires et des acteurs de procédure entre les juridictions administratives et les parties. Elle est ouverte aux avocats et aux administrations.

Après une période d'expérimentation, cette application a été déployée dans l'ensemble des juridictions de métropole en décembre 2013, puis en outre-mer en 2015 et 2016, à l'exception du tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie. Les résultats de l'utilisation jusqu'à présent facultative de cette application sont spectaculaires. En octobre 2016, les avocats et administrations ont utilisé Télérecours pour présenter 73 % de leurs requêtes devant les tribunaux et 77 % de leurs requêtes devant les cours.

Après un tel succès, Télérecours se généralise. Le décret n°2016-1481 du 2 novembre 2016 relatif à l'usage des téléprocédures devant le Conseil d'Etat, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs rend l'usage de l'application Télérecours obligatoire à compter du 1er janvier 2017, en demande, en défense et en intervention, pour les avocats, les personnes publiques, autres que les communes de moins de 3 500 habitants, et les organismes privés chargés de la gestion permanente d'une mission de service public. Il impose également l'indexation des pièces jointes par un signet, permettant de garantir la lisibilité et la maniabilité des mémoires.

La non-utilisation de Télérecours sera sanctionnée par l'irrecevabilité de la requête.

Contentieux

Avis

Publications

Brèves

International

Agenda

Nominations

## Contentieux

### + Conseil d'État



#### + Organismes obtenus par mutagénèse

Le Conseil d'État renvoie à la Cour de justice de l'Union européenne quatre questions relatives à la réglementation européenne des OGM, en vue de déterminer sa portée et d'apprécier sa conformité au principe de précaution garanti par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. CE, 3 octobre 2016, *Confédération paysanne et autres*, n° 388649, A. > CE Ass., 31 mai 2016, Mme C. A., n° 396848 >

### + Contrôle des techniques de renseignement et des fichiers intéressant la sûreté de l'État

La formation de jugement du Conseil d'État spécialisée dans le contrôle des techniques de renseignement rend ses premières décisions, précisant ainsi les modalités du contrôle juridictionnel des traitements automatisés intéressant la sûreté de l'État et des techniques de renseignement.

CE, 19 octobre 2016, *M. C*, n° 400688, A. ; CE, 19 octobre 2016, *M. D*, n° 396958, A. et a. >



#### + Ouverture d'un recours contre les rescrits fiscaux

Le Conseil d'État ouvre le recours pour excès de pouvoir aux prises de position de l'administration sur l'application d'un texte fiscal à la situation d'un contribuable dès qu'elles sont susceptibles d'entraîner des effets notables autres que fiscaux.

CE, 7 décembre 2016, *société Cortansa*, n° 384309 >

### + Portée des ordonnances de référent-suspension et de droit à l'urbanisme

Le Conseil d'Etat précise le régime des décisions prises en exécution des ordonnances de suspension rendues par le juge des référés et l'applique au contentieux spécifique des permis de construire.

CE, Section, 7 octobre 2016, *Commune de Bordeaux*, n° 395211, A. >

### + Droit à l'information des patients préalablement à un acte médical

Le Conseil d'État précise les contours du droit à l'information des patients sur les risques connus d'un acte médical et les modalités d'appréciation de la perte de chance d'éviter la réalisation de ces risques, en l'absence d'une telle information.

CE, 19 octobre 2016, *Centre hospitalier d'Issoire et autres*, n° 391538, A. >

## + Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

### + Délivrances des titres de séjour aux mineurs isolés devenus majeurs

La Cour administrative d'appel de Lyon, en formation de chambres réunies, précise l'étendue des obligations du préfet en présence d'une demande de titre de séjour présentée par un mineur confié à l'aide sociale à l'enfance et devenu majeur pendant l'examen de sa demande, ainsi que le contrôle du juge administratif sur les motifs de refus de titres.

CAA Lyon, 11 octobre 2016, n°s 16LY00429 et 15LY00425 >

### + Avantages accordés à certains policiers en zone sensible

Le tribunal administratif de Nancy annule les décisions de refus que le ministre de l'intérieur avait opposées aux demandes présentées par plus de 150 policiers travaillant dans des zones sensibles qui souhaitaient bénéficier de l'« avantage spécifique d'ancienneté », prévu pour les fonctionnaires affectés dans certains quartiers urbains difficiles.

TA Nancy, 27 septembre 2016, n°s 1501623 et a.>

### + Arrêtés anti-poids lourds dans les Landes

Le tribunal administratif de Pau annule les arrêtés du président du conseil général des Landes et des maires de certaines communes du département qui avaient interdit, de manière permanente et générale, la circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur les routes.

TA Pau, 17 novembre 2016, Syndicat O.T.R.E. Aquitaine et a., n°s 1501748 et a.>

---

## + Cour nationale du droit d'asile

### + Personne demandant l'annulation du décret accordant son extradition

Saisie postérieurement au refus du Conseil d'État de reconnaître la qualité de réfugié à une personne demandant l'annulation du décret accordant son extradition, la CNDA, en tant que juge de plein contentieux, apprécie le droit de l'intéressé au bénéfice d'une protection internationale au vu de l'ensemble des éléments relatifs à sa demande, y compris ceux résultant des constatations et appréciations du juge de l'extradition.

CNDA, GF, 20 juillet 2016, M. M., n° 14029688, R.>

---

Contentieux | **Avis** | Publications | Brèves | International | Agenda | Nominations

## Avis

4 novembre 2016

**Avis sur question du Gouvernement  
sur le traitement informatique  
relatif aux cartes nationales  
d'identité et aux passeports** >

14 octobre 2016

**Avis sur question du  
gouvernement relatif aux  
conditions de majorité applicables  
en matière de reversements**

**Section de l'intérieur - Avis n°391080  
- 23 février 2016**

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le traitement informatique relatif aux cartes nationales d'identité et aux passeports.

12 octobre 2016

**Avis sur un projet de loi relative à l'autoconsommation d'électricité à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables - Conseil des ministres du 12 octobre 2016 >  
Section des travaux publics - Avis n°392061 - 6 octobre 2016**

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu du Conseil d'État sur un projet de loi ratifiant les ordonnances n°2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n°2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

10 décembre 2016

**Avis sur la prorogation de l'état d'urgence - Conseil des ministres du 10 décembre 2016. >**

**Assemblée générale (section de l'intérieur) - Avis n°392427- 8 décembre 2016**

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et modifiant son article 6.

**financiers au sein du bloc communal >**

**Section des finances - Avis n°391635 - 12 juillet 2016**

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État relatif aux conditions de majorité applicables en matière de reversements financiers au sein du bloc communal.

5 octobre 2016

**Avis sur projet de loi simplifiant les procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé - Conseil des ministres du 5 octobre 2016 > Assemblée générale (section des travaux publics) - Avis n°391988 - 29 septembre 2016**

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'Etat sur un projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

Le colloque ayant pour thème "L'Assemblée nationale et les avis du Conseil d'État" s'est tenu vendredi 25 novembre 2016 en présence du président de l'Assemblée nationale et du vice-président du Conseil d'Etat.

- + ***Les informations du colloque***
- + ***Le discours de J.-M. Sauvé à l'Assemblée nationale***

## Publications

+ Trois nouveaux ouvrages sont parus dans la collection « Droits et Débats »

**Le regard croisé du Conseil d'État et la Cour de cassation**  
- Actes du colloque organisé par le Conseil d'État et la Cour de cassation, le 10 avril 2015. >



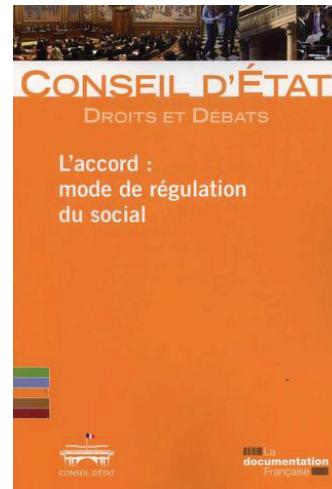
[+ Commander](#)

**Les interventions du second volet des conférences du cycle "Où va l'État?",**  
organisé par le Conseil d'État d'octobre 2013 à juillet 2015. >



[+ Commander](#)

**Les actes du colloque du 13 novembre 2015 consacré à « L'accord : mode de régulation du social ». >**



[+ Commander](#)



Le 8 décembre 2016, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur la loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte ainsi que sur la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Retrouvez :

la décision du Conseil constitutionnel - Loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte, n° 2016-740 DC du 8 décembre 2016 >

la décision du Conseil constitutionnel - Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, n° 2016-741 DC du 08 décembre 2016 >

le Journal officiel du 10 décembre 2016 (n°0287) >

A noter, l'étude Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger est disponible en open source sur le site du Conseil d'État.>

---

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | **Brèves** | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

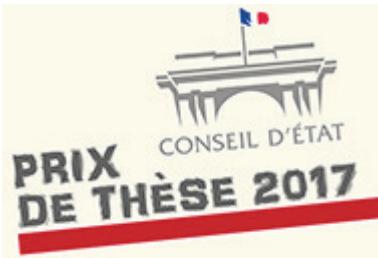
## Brèves

### + Modifications statutaires

Les ordonnances n°2016-1665 et 2016-1366 du 13 octobre 2016 portant modifications statutaires concernant respectivement le Conseil d'État et les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, sont parues au Journal Officiel du 14 octobre 2016.

Ordonnance n° 2016-1365 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État >

Ordonnance n° 2016-1366 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel >



septembre 2017. >

## + Ouverture du prix de thèse en droit public 2017 du Conseil d'État

Le Conseil d'État lance en 2017 la seconde édition de son prix de thèse pour récompenser l'excellence et l'originalité des travaux menés par un jeune docteur en droit public. Ce prix est doté d'une récompense de 5 000 euros. Les dossiers de candidature sont à remettre au Conseil d'Etat au plus tard le 28 février 2017. La remise du prix aura lieu en

## + Colloque : Le juge administratif et les droits fondamentaux

La première édition des Entretiens du contentieux du Conseil d'État, en partenariat avec l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et en association avec l'AJDA, s'est tenue le vendredi 4 novembre 2016.

Retrouvez l'ensemble des informations, ainsi que la vidéo du colloque sur le site du Conseil d'État.

L'enregistrement vidéo du colloque >

L'introduction par Jean-Marc Sauvé >

### Autre lien utile :

Lutte contre le terrorisme, état d'urgence et État de droit, intervention de Bernard Stirn, conférence de rentrée de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence >

## + Mise en ligne d'un dossier thématique "Le juge administratif et les autorités de régulation économique"

Ce dossier thématique offre une synthèse de la jurisprudence administrative relative aux autorités administratives ou publiques indépendantes chargées de missions de régulation économique: catégories de recours, office du juge administratif en la matière et principes de l'intervention de ces autorités. >

## + Le droit social et la norme internationale

Vendredi 14 octobre 2016 a eu lieu au Conseil d'État, la 6° édition des entretiens du Conseil d'État en droit social.

Retrouvez toutes les informations et la vidéo du colloque sur notre site internet.

L'enregistrement vidéo du colloque >

Le discours d'introduction de Jean-Marc Sauvé >

## + Prix de thèse du comité d'histoire du Conseil d'État

Le prix de thèse du Comité d'histoire du Conseil d'Etat et de la juridiction administrative a pour objet de récompenser une thèse, quelle qu'en soit la discipline scientifique, intéressant directement l'histoire du Conseil d'État et des institutions de la justice administrative.

Pour s'inscrire, les candidats doivent déposer un dossier au secrétariat du Comité d'histoire, au plus tard le 16 janvier 2017. Le nom du lauréat sera annoncé par le président du jury au cours du premier trimestre 2017. >

## International

### + Japon

À l'occasion de sa visite à la Cour suprême du Japon en octobre 2016, le vice-président du Conseil d'État a prononcé deux discours à l'université de Tokyo et à l'université de Nagoya, respectivement sur le Conseil d'État et le droit européen et international et sur le Conseil d'État et les droits fondamentaux. Ils sont consultables en ligne. >



### + Colombie

En octobre 2016 s'est tenu à Bogota le congrès international « Institutions Administratives - Inclusion et paix » sur les conditions juridiques de retour à la paix en Colombie après l'accord conclu avec les FARC. Lors de la séance plénière, qui a réuni 500 personnes, Maryvonne de Saint Pulgent et Jean-Éric Schoettl, qui représentaient le Conseil d'État, ont apporté aux débats une perspective comparatiste. Leurs interventions sont disponibles sur le site du Conseil d'État. >

### + Pays-Bas

L'Association des Conseils d'État et des juridictions administratives de l'Union européenne (ACA-Europe) a organisé à La Haye le 7 novembre 2016 un séminaire consacré à la procédure préjudiciable. Le rapport général établi à cette occasion est consultable [ici](#) >

L'ACA-Europe a publié sur son site l'intervention prononcée par Bernard Stirn le 5 février 2016 sur les vices de procédure. >



### + Grèce

Le président de la République hellénique, M. Prokópis Pavlópolos, était en visite officielle en France du 11 au 14 décembre. Il a été reçu le lundi 12 décembre 2016 au Conseil d'Etat où, étudiant en droit à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, il y avait effectué un stage au milieu des années 70. >

## Agenda

### + Colloques

+ Colloque organisé par le Conseil d'État (section du rapport et des études) et la Cour des comptes

**La simplification du droit et de l'action administrative**

Vendredi 16 décembre 2016 de 9h30 à 17h45 au Conseil d'État

### + Conférences

+ 10ème conférence du cycle des Entretiens sur l'Europe : **Peut-on parler d'une démocratie européenne ? Quelle gouvernance pour la zone euro ?,** mercredi 1er février 2017 de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

+ **L'ordre public - Regards croisés du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation,** vendredi 24 février 2017 de 9h00 à 18h00 à la Cour de cassation.

---

## Nominations

### + Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Denis Besle**, président du tribunal administratif de Grenoble depuis le 19 décembre 2016.

+ **Brigitte Vidard**, président du tribunal administratif de Montpellier depuis le 19 décembre 2016.

+ **Stéphane Wegner**, président du tribunal administratif de Guadeloupe depuis le 19 décembre 2016.

+ **Dominique Bonmati**, président du tribunal administratif de Marseille depuis le 1er décembre 2016.

+ Jean-Louis Joecklé, président du tribunal administratif de Rouen depuis le 1er décembre 2016.



**Directeur de publication :** Jean-Marc Sauvé - **Président du Comité de rédaction :** Maryvonne de Saint Pulgent - **Comité de rédaction :** Lucille Benatia, Catherine Bergeal, Natacha Chicot, Isabelle Danielian, Louis Dutheillet de Lamothe, Lucienne Erstein, Patrick Gérard, Yves Gounin, Corinne Ledamoisel, Nicolas Labrune, Guillaume Odinet, Jocelyne Randé, Samantha Leblanc, Michèle de Segonzac, Pascal Trouilly - **Secrétaire de rédaction :** Hélène Salmon - Conseil d'État : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : [webmestre@conseil-etat.fr](mailto:webmestre@conseil-etat.fr) - **Réalisation :** CE/direction de la communication, Anne-Charlotte Méry, Alexis Ray.